



BORLOO : MARCHAND D'EMPLOIS A BAS PRIX !

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'associe à l'appel à manifester le 4 décembre, initié par les organisations de chômeurs AC !, APEIS, CGT-chômeurs, MNCP. Cette manifestation est la seule véritable convergence interprofessionnelle de lutte contre la loi Borloo, dite de « cohésion sociale », qui privatise l'ANPE, sanctionne les chômeurs et libéralise encore plus les licenciements.

Aux côtés des chômeurs, se regroupent des syndicats, des associations de lutte, les intermittents du spectacle, des collectifs contre les licenciements, comme Résistance 2004 (créé par les salariés de STMicroelectronics et Thomson à Rennes, et qui rassemble des entreprises en luttés), des convergences de mouvements sociaux, le collectif national unitaire de prévention de la délinquance, contre le projet de loi Sarkozy qui désigne les populations défavorisées comme potentiellement délinquantes.

L'heure est au rassemblement social et politique contre ce gouvernement à la botte du Medef.

« COHESION SOCIALE » ? NON : MEPRIS !

Borloo et Chirac n'ont pas de mots assez durs contre la pauvreté, le scandale des jeunes sans emploi, le manque de logements sociaux. Mais c'est « leur » politique qui fracture la société, démantèle les droits acquis, accélère les licenciements, expulse les locataires qui n'ont plus d'argent pour les loyers.

Borloo et Chirac sont de grands bonimenteurs. Rappelons-nous le Chirac de 1995 contre la « fracture sociale » ! C'est le même qui marche sur les acquis sociaux, détruit la sécurité sociale (retraite, assurance-maladie), vend les services publics aux boursicoteurs (EDF-GDF).

Borloo, Chirac et Sarkozy, leur frère ennemi, font de la démagogie politicienne. Ils jouent avec l'insécurité sociale pour faire passer des mesures régressives. Ils méprisent en réalité les chômeurs, les licenciés, les jeunes aux emplois précaires et les femmes, à temps partiel sous-payées.

ETAT UMP : AUTORITAIRE ET ANTISOCIAL

Borloo fait miroiter des « maisons de l'emploi » pour s'occuper des chômeurs et réunir les services de l'ANPE,

des Assédic, les instituts de formation, les communes, les patrons, les syndicats. Cela paraît séduisant, mais derrière la vitrine du bonimenteur, la vraie décision est la privatisation de l'ANPE, sa mise en concurrence avec l'arrivée de cabinets privés de recrutement qui se font facturer les embauches comme des agences d'intérim.

Borloo fait des discours dans les médias sur l'exclusion. Mais sa loi organise des sanctions contre les chômeurs désignés comme se complaisant dans leur situation. Elle organise des contrats dits « d'avenir » de 26 heures pour les Rmistés, pendant 6 mois renouvelables. Où est « l'avenir » s'il n'y a aucune certitude d'emploi à la sortie ? Mais c'est tout bénéfique pour les collectivités qui ne sont pas obligées de créer des vrais postes de travail, et qui se font subventionner des emplois à très bas prix.

LICENCIEMENTS : TOTALE LIBERTE !

La loi Borloo intègre presque tout ce que le Medef exigeait depuis 2 ans pour licencier plus facilement, contournement systématique du Code du travail, pressions sur les salariés pour changer leurs contrats, sans passer par des plans sociaux, raccourcissement des délais.

Bref, toute la sécurité va aux patrons, et l'insécurité repose totalement sur les salariés. Surtout avec le chantage permanent aux délocalisations !

Pas un seul emploi ou contrat ne doit être payé moins que le SMIC mensuel !

Le SMIC, c'est la solidarité du monde du travail, c'est le minimum pour tous et toutes, y compris les chômeurs !

Interdisons les licenciements !

Le Medef ne doit pas faire la loi ! Le 4 décembre est une première mobilisation.

Le 3 décembre 2004